

La sous-alimentation dans le monde

La faim gagne du terrain depuis 10 ans

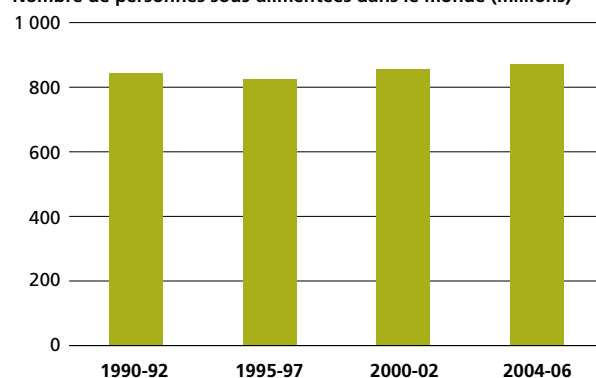
Même avant les crises alimentaire et économique qui se sont succédé¹, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté lentement mais constamment depuis 10 ans (figure 1). Les données les plus récentes de la FAO concernant la sous-alimentation qui couvrent l'ensemble des pays du monde montrent que cette tendance s'est poursuivie sur la période 2004-06². Aucun progrès n'a donc été fait concernant la réalisation de l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation (voir encadré), et cela même avant les deux crises consécutives qui ont empiré la situation. Cette évolution est d'autant plus décevante que, dans les années 80 et 90, des progrès notables avaient été réalisés pour réduire la faim chronique.

De 1995-97 à 2004-06, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté dans toutes les régions, sauf en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cependant, dans cette partie du monde aussi, la tendance à la baisse s'est renversée à cause des crises alimentaire et économique (figure 2). Si la proportion de personnes sous-alimentées s'est réduite de 1990-92 à 2004-06, cette baisse a été beaucoup plus lente

FIGURE 1

La faim chronique a augmenté depuis 1995-97

Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde (millions)



Source: FAO

qu'il n'aurait fallu pour atteindre la réduction prévue de la faim du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD).

Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et quels sont les objectifs en matière de réduction de la faim?

- La **sécurité alimentaire** est concrétisée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. La sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application de ce concept au niveau de la famille, les individus qui composent le ménage étant au centre de l'attention.
- On parle d'**insécurité alimentaire** lorsque des êtres humains n'ont pas un accès physique, social ou économique adéquat à la nourriture, tel que défini précédemment.
- On parle de **sous-alimentation** lorsque l'apport calorique est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires minimaux (BEAM). Les BEAM correspondent à la quantité d'énergie nécessaire à la pratique d'une activité légère et au poids minimum acceptable pour une taille donnée. Ils diffèrent selon les pays et varient tous les ans en fonction du sexe et de la pyramide des âges. Tout au long de ce rapport, les termes «faim» et «sous-alimentation» sont employés indifféremment.
- L'objectif du **Sommet mondial de l'alimentation** consiste à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-92 et 2015. L'**Objectif 1 du Millénaire pour le développement**, cible 1C, est de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim entre 1990 et 2015.



La crise économique mondiale est un nouveau coup porté aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et aux personnes vulnérables

À la fin de 2008, au moment où les prix internationaux des produits alimentaires et des carburants ont continué à chuter, on se prenait à espérer que les pays en développement échapperaient à la crise et à la récession qui avait débuté dans les pays développés. Toutefois, cet espoir s'est révélé illusoire et les grandes organisations internationales n'ont pas tardé à réviser très fortement à la baisse leurs estimations de la croissance économique pour 2009-10 pour toutes les régions du monde, y compris les pays en développement.

■ La crise actuelle est différente des crises du passé

Alors que les pays en développement ont été touchés par de nombreuses crises dans le passé, le remous économique actuel est différent, à trois égards principalement. Premièrement, la crise affecte de grandes parties du monde en même temps et c'est pourquoi les mécanismes traditionnels d'ajustement aux niveaux national et sous-national seront probablement moins efficaces que par le passé. Les crises qui avaient précédemment touché les pays en développement se limitaient à des pays particuliers ou à

plusieurs pays dans une région donnée. Dans ces conditions, ces pays avaient recours à de fortes dépréciations du taux de change pour s'ajuster plus facilement aux chocs macroéconomiques³, alors que les transferts de fonds (l'argent envoyé dans leur pays par des parents habitant d'autres régions du monde ou d'autres pays) représentaient un mécanisme d'ajustement important, en particulier pour les ménages plus pauvres. Pendant la crise de 2009 cependant, les envois de fonds ont fortement diminué dans de nombreux pays. La marge de dépréciation du taux de change réel est aussi plus limitée dans une crise mondiale et tous les pays en développement ne peuvent pas déprécier leur monnaie par rapport aux autres, certains doivent l'apprécier et d'autres la déprécier. Cette situation a réduit la marge de manœuvre dont disposaient les pays en développement pour s'ajuster à l'évolution rapide des conditions économiques.

La deuxième grande différence vient du fait que la crise économique actuelle s'est déclarée immédiatement après la crise des prix des denrées alimentaires et des carburants de 2006-08. Alors que, sur les marchés mondiaux, les prix des denrées alimentaires chutaient dans le sillage de la crise financière, ils demeuraient élevés par rapport aux points de

FIGURE 2

Augmentation de la sous-alimentation à travers le monde: nombre de personnes sous-alimentées dans certaines régions, 1990-92 à 2008

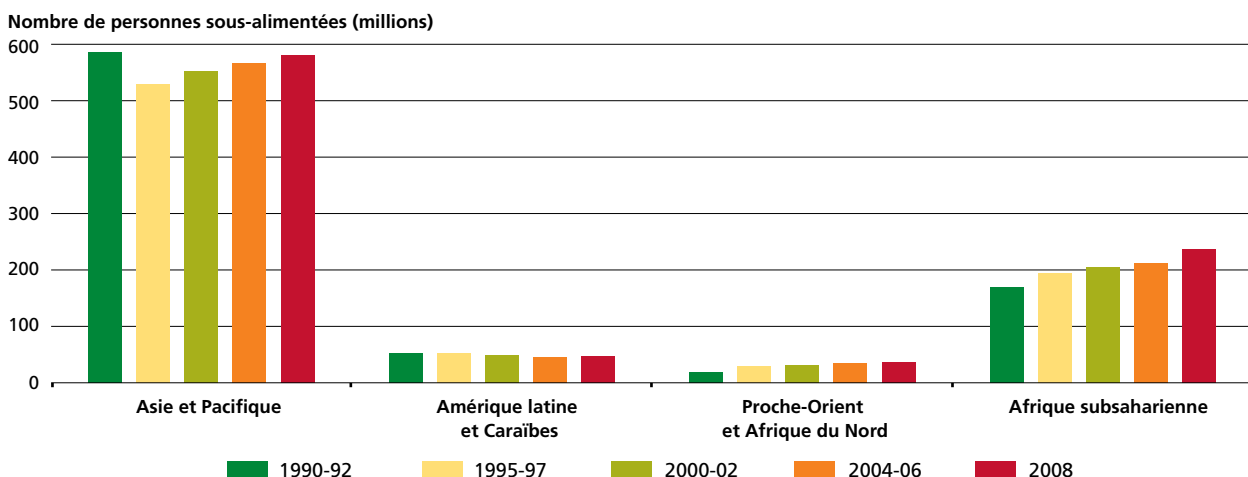
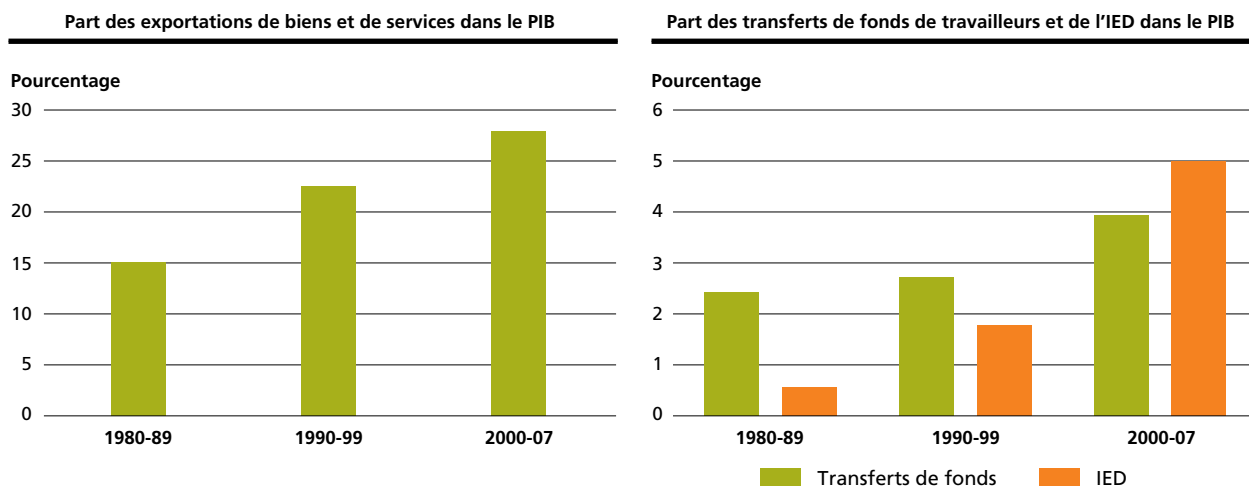


FIGURE 3

Augmentation de l'intégration commerciale et financière des pays en développement



Note: PIB = produit intérieur brut; IED = investissement étranger direct.

Source: Banque mondiale.

référence historiques récents. En outre, leurs prix sur les marchés nationaux ont baissé plus lentement, en partie parce que le dollar des États-Unis, dans lequel sont libellées la plupart des importations, a continué à s'apprécier pendant un certain temps, mais surtout en raison de décalages de la transmission des prix des marchés mondiaux aux marchés intérieurs. À la fin de 2008, les prix nationaux des aliments de base restaient en moyenne supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans plus tôt. Cela a représenté une réduction considérable du pouvoir d'achat réel des consommateurs pauvres, qui dépensent une part non négligeable de leurs revenus (souvent 40 pour cent) en aliments de base.

De plus, même si les prix nationaux des denrées alimentaires reviennent à leurs niveaux précédents, les prix élevés de la nourriture et du carburant ont pratiquement épuisé les mécanismes d'ajustement de très nombreuses familles pauvres, qui ont été forcées de puiser dans leurs actifs (financiers, physiques ou humains) pour essayer – parfois en vain – d'éviter une forte baisse de leur consommation. Comme le montre *l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, la hausse des prix des denrées alimentaires touche les plus pauvres des pauvres, en particulier les pauvres sans terres et les ménages dirigés par des femmes, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant a obligé les familles à choisir le type d'actifs qu'il fallait vendre en premier et quel membre de la famille (mère, enfant ou travailleur principal) devait en payer le prix en termes de réduction des soins de santé, d'éducation ou de consommation alimentaire; de telles décisions sont particulièrement difficiles à prendre étant donné la forte part que représente la nourriture dans les budgets des pauvres et leur accès limité au crédit. Les choix opérés, quel qu'il fussent, auraient réduit des actifs déjà limités, diminuant la

capacité des populations les plus vulnérables à faire face à une nouvelle crise si peu de temps après la première. La hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus et de l'emploi signifient que, même si la disponibilité d'ensemble des denrées alimentaires au niveau mondial était relativement bonne en 2008 et 2009, l'accès par les pauvres à cette nourriture a subi le contrecoup.

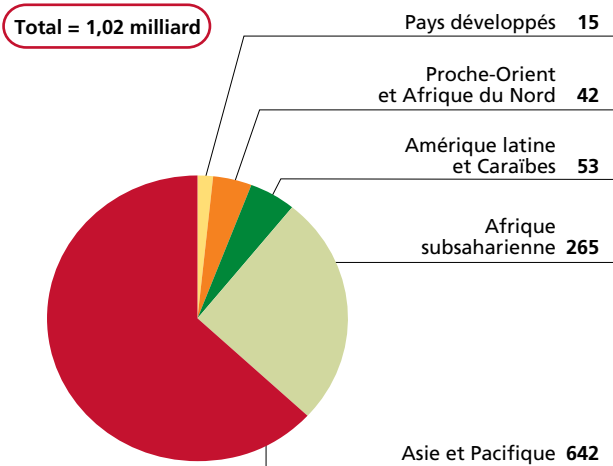
Le troisième facteur qui différencie la crise actuelle de celles du passé est le fait que les pays développés sont devenus plus intégrés, financièrement et commercialement, à l'économie mondiale que 20 ans auparavant. En conséquence, ils sont plus exposés aux changements intervenant sur les marchés internationaux. La figure 3 illustre à la fois l'importance accrue des envois de fonds – leur part dans le produit intérieur brut (PIB) entre 2000 et 2007 a augmenté de 50 pour cent par rapport aux années 90 – et les hausses marquées des investissements étrangers directs (IED – détention par des étrangers d'actifs productifs, comme les usines, les mines et la terre) et des exportations.

Quels seront les groupes les plus touchés par la crise économique?

La crise économique affectera négativement de larges tranches de la population dans les pays en développement. La situation de ceux qui sont les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires (les ruraux sans terre, les ménages dirigés par des femmes et les urbains pauvres) est particulièrement précaire parce qu'ils ont déjà approché, ou bien souvent atteint, pendant la crise alimentaire leur limite à faire face à leurs difficultés. Parmi ces groupes, les urbains pauvres connaissent peut-être les problèmes les plus graves, car la baisse de la demande d'exportation et la réduction des IED ont plus de chances de faire reculer l'emploi dans les zones urbaines, plus étroitement connectées aux

FIGURE 4

Le nombre de personnes souffrant de la faim est plus élevé que jamais: sous-alimentation en 2009, par région (millions)



Source: FAO.

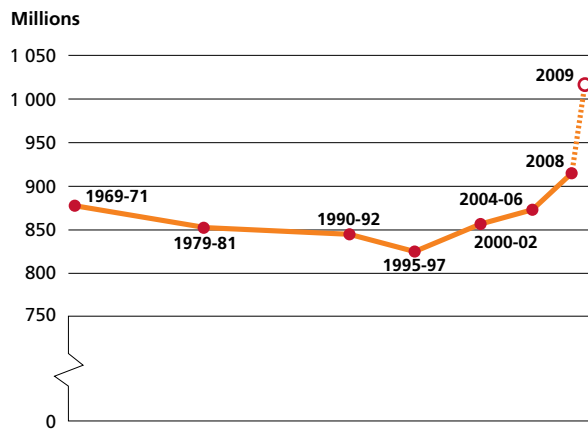
marchés mondiaux que les zones rurales. Les zones rurales ne seront cependant pas épargnées – les suppressions d'emploi ont entraîné une migration de retour de la ville vers les campagnes, obligeant les ruraux pauvres à partager dans bien des cas le poids de la crise. Dans certains pays, la baisse du prix pour certaines cultures alourdira encore le fardeau. En conséquence, en dépit de la diminution récente du prix des denrées alimentaires, les zones urbaines et rurales ont vu leurs diverses sources de revenus baisser, y compris les envois de fonds, ce qui a réduit le pouvoir d'achat global des pauvres et des victimes de l'insécurité alimentaire.

■ Estimations de la sous-alimentation pour 2008 et 2009

En dépit des conséquences négatives de la crise des produits alimentaires et du carburant sur les groupes de population les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, de meilleures disponibilités alimentaires mondiales que prévu en 2007-08 ont conduit la FAO à réviser à la baisse ses estimations précédentes de la sous-alimentation pour 2008, les établissant à 915 millions (contre 963 millions). Cependant, si l'on en croit les projections fournies par le Service de recherche économique du Département des États-Unis pour l'agriculture (USDA) (voir *Quantifier les impacts de la crise économique sur la sécurité alimentaire* page 22), la crise économique devrait accroître le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire d'environ 9 pour cent en 2009, hausse qui s'ajoute à l'augmentation de base de 2 pour cent prévue de toute façon pour 2009, même en l'absence de crise (voir la figure 4 pour la répartition régionale). Si on les applique aux estimations révisées de la FAO concernant la sous-alimentation, ces projections

FIGURE 5

Tirer les enseignements du passé: nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, de 1969-71 à 2009



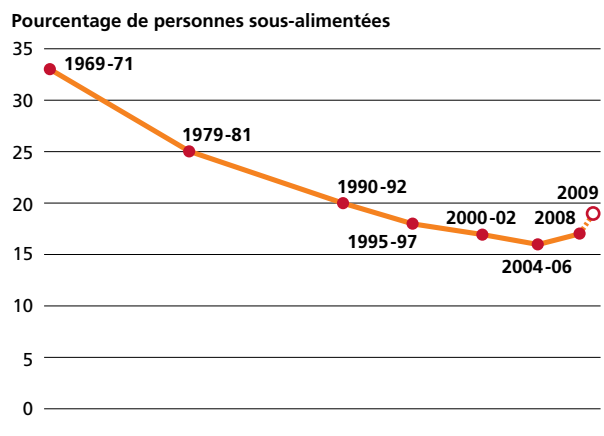
Source: FAO.

signifient que le nombre de sous-alimentés dans le monde aura augmenté pour atteindre 1,02 milliard de personnes en 2009, même si les prix internationaux des denrées alimentaires ont baissé par rapport aux records précédemment atteints. Si ces projections se réalisent, le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim atteindra son plus haut niveau depuis 1970.

Si le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté depuis le milieu des années 90, le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde était en fait en diminution dans les années 70 et 80 en dépit d'une croissance relativement rapide de la population durant ces décennies (figure 5) et la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation dans les pays développés baissait très

FIGURE 6

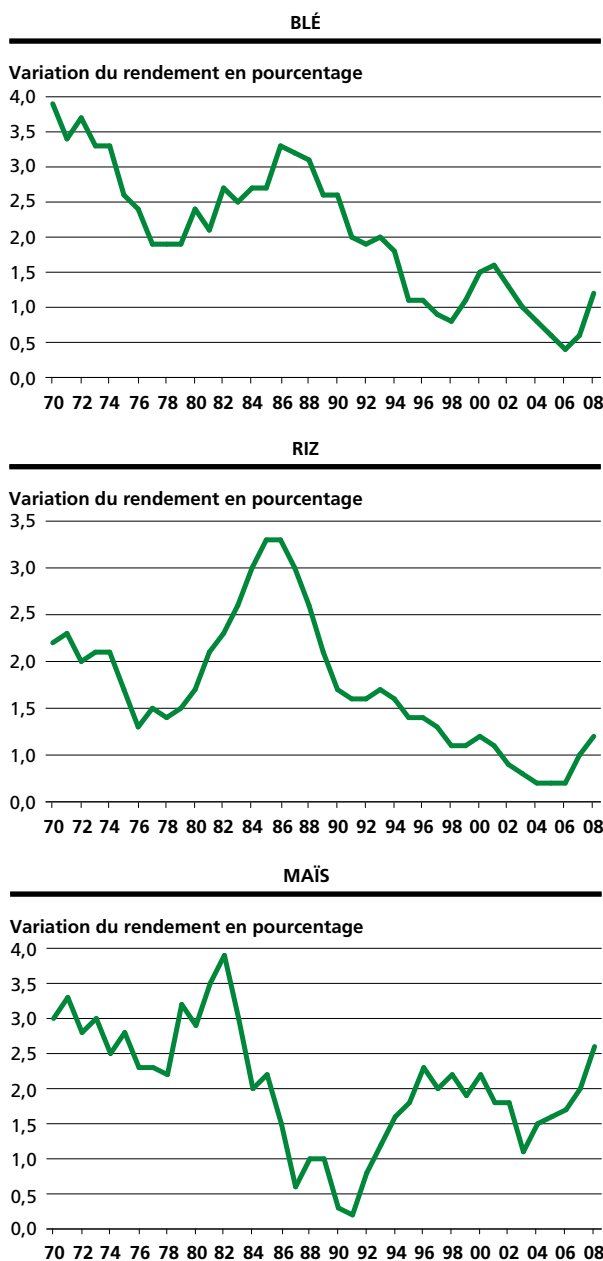
La tendance à la baisse de la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement s'est inversée



Source: FAO.

FIGURE 7

Les investissements dans l'agriculture sont nécessaires pour redynamiser les taux de croissance des rendements céréaliers



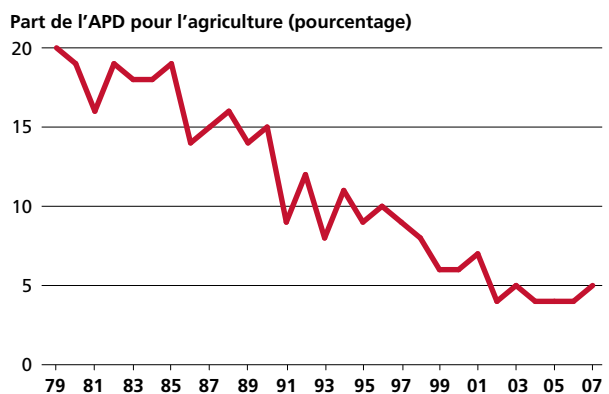
Note: Les données représentent le pourcentage d'augmentation annuelle moyenne des rendements entre deux périodes glissantes de cinq ans (par exemple, les données de 1970 font référence à l'augmentation des rendements moyens entre les périodes 1966-70 et 1961-65).

Source: FAO.

rapidement (figure 6). À cette époque, tout particulièrement dans le sillage de la crise alimentaire mondiale de 1973-75, de gros investissements dans le secteur agricole (en particulier pour la recherche scientifique et les routes et l'irrigation rurales) ont permis une croissance rapide des rendements céréaliers (figure 7) et une baisse du prix des céréales qui a, à son tour, a réduit de manière significative

FIGURE 8

L'aide à l'agriculture a diminué



Note: APD = aide publique au développement.

Source: OCDE.

l'insécurité alimentaire. Pendant ces décennies, la proportion de l'aide publique au développement (APD, c'est-à-dire l'aide au développement à laquelle contribuent les pays donateurs) consacrée à l'agriculture était aussi relativement élevée (figure 8).

Toutefois, pendant les années 90 et la décennie actuelle, le nombre de personnes sous-alimentées s'est accru, en dépit du ralentissement de la croissance de la population, et la proportion de personnes sous-alimentées a augmenté en 2008 (figure 6). Au cours de la même période, la proportion d'APD dédiée à l'agriculture a fortement baissé; en 2007, compte tenu de l'inflation, l'APD était inférieure de 37 pour cent à son niveau de 1988. L'augmentation du rendement du riz et du blé s'est aussi fortement ralentie. L'accroissement du rendement du maïs s'est accéléré, mais cela peut être dû au fait qu'une part beaucoup plus grande de la recherche et développement (R&D) est aux mains du secteur privé et ce plus pour le maïs que pour le riz et le blé, et que la R&D privée représente une proportion de plus en plus forte de la R&D totale.

Compte tenu de l'importance grandissante des biocarburants et des nouveaux liens qui unissent les marchés de l'agriculture et de l'énergie, l'augmentation du rendement des céréales, si elle se produit, ne continuera pas forcément à entraîner une baisse des prix des céréales. Le marché mondial de l'énergie étant beaucoup plus vaste que le marché mondial des céréales, les prix des céréales pourraient être déterminés par les prix du pétrole sur le marché de l'énergie et non par le rendement des céréales. Toutefois, même si cela est le cas, la hausse des rendements des céréales continuera à contribuer à réduire la pauvreté en accroissant les revenus des petits agriculteurs et en augmentant la demande de main-d'œuvre agricole. Il faut donc tirer les leçons du passé et investir à nouveau dans le secteur agricole pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté.



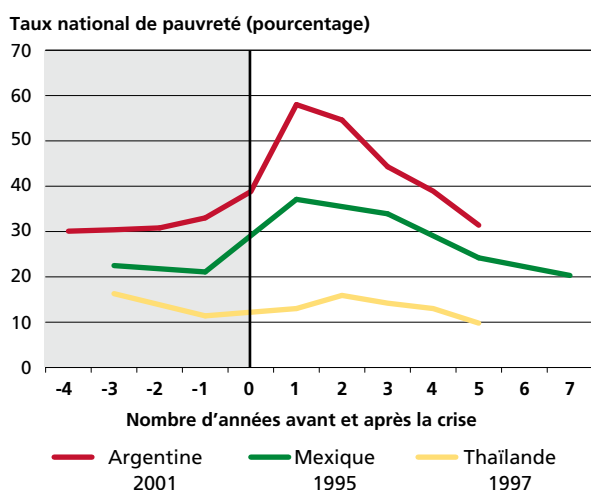
Transmission de la crise économique aux pays en développement

Les crises économiques peuvent avoir de graves impacts sur les niveaux de la pauvreté et des revenus, ce qui se répercute sur la sécurité alimentaire. Une analyse de la FAO portant sur six pays en développement montre que, à la suite de la crise du peso mexicain intervenue en 1995 et de la crise asiatique de 1997-98, les taux de pauvreté ont augmenté de 24 points de pourcentage (par exemple de 35 à 59 pour cent), la hausse moyenne étant de 12 pour cent. Les pays touchés ont eu besoin de cinq à huit ans pour retrouver les taux de pauvreté d'avant la crise. La figure 9 illustre le cas de trois de ces pays : l'Argentine, le Mexique et la Thaïlande. En outre, du fait de la plus grande intégration mondiale qui prévaut aujourd'hui, les crises économiques survenant dans un pays ou une région peuvent facilement se transmettre à d'autres. Par exemple, après la crise asiatique de 1997-98, le PIB a baissé dans 12 des 17 plus grandes économies d'Amérique latine, le recul médian étant de 5,4 pour cent du PIB par habitant en termes réels ; il a fallu en moyenne cinq ans à ces pays pour revenir à leur niveau de revenu d'avant la crise⁴.

Le chômage a augmenté dans 15 des 17 pays, la hausse médiane étant de 4 points de pourcentage et les différents pays ont eu en moyenne besoin de huit ans pour retrouver leur taux d'emploi d'avant la crise.

FIGURE 9

Les crises économiques peuvent balayer des années de réduction de la pauvreté



Source: Voir les notes à la page 58.

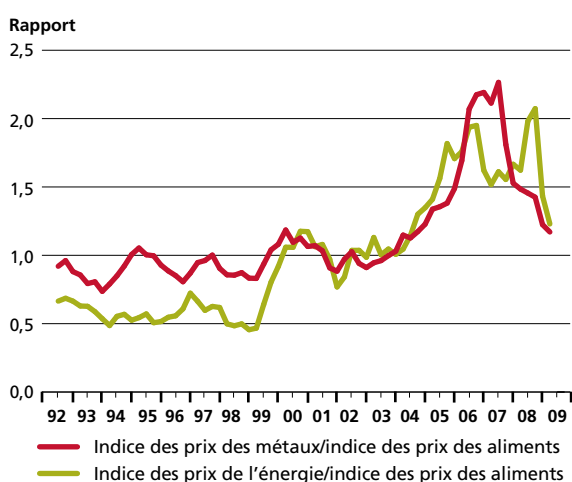
Les pays connaissant des déficits prononcés de la balance des paiements courants, des crises récurrentes et de grands chocs des prix alimentaires sont les plus vulnérables

Le degré selon lequel les pays sont touchés par les crises économiques qui ont démarré ailleurs dépend de l'ampleur de leur intégration dans les marchés internationaux de biens et de services, y compris les produits financiers. Les pays connaissant de forts déficits de la balance des paiements courants (le déficit survient quand le total des importations de biens, de services et de transferts d'un pays est plus important que le total de ses exportations de biens, de services et de transferts) et dont les réserves en devises sont limitées (dépôts et obligations en devises détenus par les banques centrales et les autorités monétaires) sont particulièrement exposés, car ces déficits sont financés par des entrées de capitaux privés ou publics, comme les IED, les transferts de fonds et l'aide et l'emprunt étrangers. Mais ces influx financiers peuvent cesser brutalement : les 17 plus grandes économies d'Amérique latine ont reçu 184 milliards d'USD en 2007, montant qui a été à peu près réduit de moitié pour tomber à 89 milliards d'USD en 2008 et devrait encore être divisé par deux pour s'élever à 43 milliards d'USD en 2009. La réduction des entrées de capitaux signifie que la consommation doit être réduite. Pour certains pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), l'ajustement de la consommation peut avoir pour corollaire la réduction d'importations alimentaires tout à fait nécessaires et d'autres articles de confort importés comme le matériel de soins corporels ou les médicaments.

Les pays qui ont traversé d'autres crises au cours des dernières années sont particulièrement vulnérables par rapport à la crise actuelle parce que les crises nationales et régionales soumettent à rude épreuve les systèmes d'ajustement et entraînent souvent des déséquilibres macroéconomiques. Le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), qui détermine chaque année les points chauds et les cas d'urgence, a identifié 16 pays qui ont traversé des crises d'origine anthropique, des crises d'origine naturelle ou les deux au moins une fois au cours de chacune des 10 dernières années (tableau 1). La quasi-totalité de ces pays a été classée par le Fonds monétaire international (FMI) comme très vulnérable à la crise actuelle

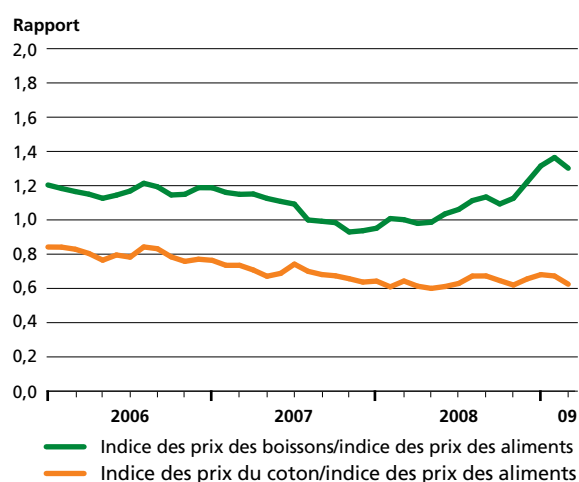
L'évolution des termes de l'échange peut rendre certains pays vulnérables

A Les rapports entre les prix des métaux et de l'énergie et ceux des produits alimentaires sont revenus à des niveaux plus normaux



Sources: FAO et FMI.

B Évolution des termes de l'échange, de janvier 2006 à mars 2009



Sources: FAO et FMI.

À mesure que la crise économique s'est installée, les prix mondiaux des matières premières se sont effondrés. Les baisses ont été particulièrement importantes pour les métaux, les combustibles et les engrais. Les prix des denrées alimentaires ont également chuté, mais dans une moindre mesure. Les cours mondiaux des boissons (café, cacao, thé) ont augmenté par rapport à ceux des produits alimentaires, les prix des boissons chutant moins que l'indice de ceux des aliments. On appelle ces variations entre prix relatifs des variations des *termes de l'échange* (la relation entre les prix auxquels un pays vend ses exportations et ceux auxquels il les importe). Si les prix de ses exportations augmentent par rapport à ses prix à l'importation, ses termes de l'échange se sont améliorés.

Même si les prix des métaux et de l'énergie ont plongé, les indices des prix du Fonds monétaire international (FMI) pour ces deux catégories étaient, au premier trimestre 2009 et par comparaison à l'indice des prix des aliments de la FAO, toujours nettement supérieurs à leur valeur moyenne enregistrée entre 1992 et 2003 (de 25 et 66 pour cent respectivement; se reporter à la figure A). Si la baisse des prix a bien sûr affecté les exportateurs de pétrole et de métaux, elle est néanmoins intervenue depuis un pic historique. Dans la mesure où les pays exportateurs de métaux et d'énergie ont adopté une gestion macroéconomique prudente en économisant

certaines de leurs recettes ponctuelles et en augmentant leurs réserves de devises, l'impact du fléchissement récent des prix peut être atténué.

C'est au cours de la seconde moitié de 2008 que le rapport entre les prix des boissons et les prix des denrées sur les marchés mondiaux a commencé à augmenter (figure B), demeurant toutefois dans les valeurs historiques normales. Ainsi, tandis que la crise s'installait, les termes de l'échange de plusieurs pays tributaires, pour importer des denrées, de leurs recettes d'exportation de boissons, se sont légèrement améliorés.

Dans le cas des exportateurs de coton, le tableau est plus sombre. Depuis 2006, les prix du coton ont chuté par rapport aux prix des aliments, recul qui s'est poursuivi jusqu'au début 2009 (figure B). Le Burkina Faso a été particulièrement touché par ces fluctuations des termes de l'échange. Des estimations économétriques suggèrent que la chute des prix du coton a réduit le pouvoir d'achat des ménages de 3,4 pour cent. Le Burkina Faso a également été très touché par la hausse des prix du pétrole entre 2004 et la mi-2008, même si leur déclin entamé au second semestre 2008 a quelque peu tempéré la situation¹.

¹ L.G. Bellù (2009), *International price shocks and technological changes for poverty reduction in Burkina Faso: a general equilibrium approach*. FAO, Rome.

TABLEAU 1

Nombre d'années consécutives de crise, par type

Pays	Années consécutives de survenue d'un type ou l'autre de crise ¹	Survenues de crises d'origine anthropique ¹	Survenues de crises d'origine naturelle ¹	Évaluation globale de vulnérabilité du FMI ²	Principal type de vulnérabilité ³
Somalie	15	16	15	NÉ	NÉ
Afghanistan	15	16	10	M	APD, T
Éthiopie	15	11	13	M	APD
Irak	15	15	9	NÉ	NÉ
Érythrée	15	11	12	M	T
Soudan	15	15	8	É	C, APD, T
Haïti	15	4	14	É	APD, T
Burundi	15	15	1	É	APD
République démocratique du Congo	15	15	0	É	C
Libéria	15	15	0	É	C, T
Angola	14	13	1	É	C
Mongolie	13	13	12	É	–
République populaire démocratique de Corée	13	7	12	NÉ	NÉ
Ouganda	12	13	8	F	–
Tadjikistan	11	9	12	É	T
Géorgie	10	11	4	M	–

¹ La somme des colonnes 3 et 4 peut dépasser le chiffre de la colonne 2 si les pays connaissent plus d'une crise lors d'une année donnée.

² É = élevée, M = moyenne, F = faible, NÉ = non évaluée.

³ Le type de vulnérabilité indique les types de chocs auxquels le pays est très vulnérable: commerce (C), investissements étrangers directs (IED), aide publique au développement (APD), transferts de fonds (T). Un tiret (–) indique que le pays ne s'est pas vu attribuer de classement de grande vulnérabilité pour un des quatre types de chocs, même si des risques d'ampleur moyenne venant de types de chocs nombreux et variés peuvent conduire à une grande vulnérabilité ; NÉ signifie que le pays n'a pas été évalué.

Sources: FAO, SMIAR et FMI. 2009. *The implications of the global financial crisis for low-income countries*. Washington.

(seul l'Ouganda a été considéré comme présentant de faibles risques). En fait, ces pays constituaient une large proportion des 26 pays identifiés comme très vulnérables par le FMI.

Étant donné que de nombreux pays à bas revenus sont aussi des importateurs nets de denrées alimentaires, un grand nombre de personnes dans ces pays étaient vulnérables aux hausses des prix nationaux des denrées alimentaires subies durant la crise alimentaire mondiale. Cependant, l'ampleur de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base dans les pays à bas revenus – et la baisse qui a suivi à la fin de 2008 – n'a été entièrement comprise que récemment. La base de données sur les prix nationaux des denrées alimentaires établie par la FAO montre que d'une année à l'autre (par exemple entre janvier 2007 et le même mois de l'année précédente), les augmentations de prix, même en tenant compte de l'inflation générale, ont dépassé les 48 pour cent pour la moitié des presque 127 cas étudiés pour les prix nationaux des céréales et des haricots dans les pays en développement. Même si, dans la plupart des pays, les prix nationaux ont un peu baissé au cours du deuxième semestre de 2008, dans la grande majorité des cas et dans toutes les régions du monde, leur recul n'a pas été aussi prononcé que celui des prix internationaux des produits de base. À la fin de l'année

2008, les prix nationaux des aliments de base restaient supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans auparavant, et cela valait pour tout un éventail de denrées majeures (figure 10).

■ Migrations et transferts de fonds

Il est clair que la crise économique actuelle précipite une chute des transferts de fonds qui se traduira par la baisse des revenus, et donc de graves problèmes, pour un grand nombre de personnes. Pour une large partie de la population des pays en développement, les migrations et les transferts de fonds qui en résultent représentent une stratégie relative aux moyens d'existence importante et une source de revenus pour les membres de la famille restés dans le pays. Les envois de fonds officiellement enregistrés se montent à environ 300 milliards d'USD, soit 2 pour cent du PIB total des pays en développement, mais le pourcentage grimpe à 6 pour cent pour les pays à bas revenus⁵. Les chiffres réels sont sans doute plus élevés, car tous les transferts ne passent pas les canaux officiels et mesurables.

En 2005, 75 millions des personnes venant des régions les moins développées ont été considérés comme des migrants internationaux. Dans l'ensemble, les hommes et les femmes

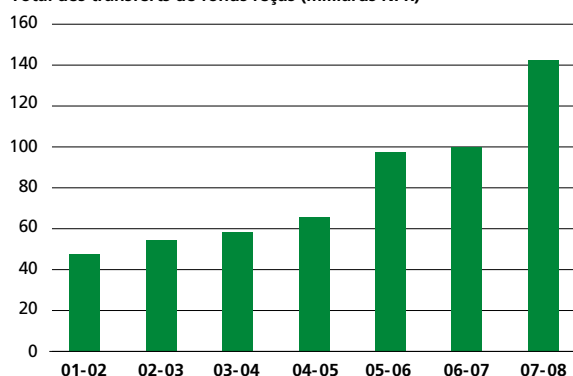
Variation des revenus des envois de fonds dans les pays: cas du Népal

Le flux des envois de fonds des travailleurs vers le Népal ont augmenté de manière constante entre 2001-02 et 2007-08 (figure A). Entre 2001-02 et 2007-08, ces transferts ont triplé, passant de 47,5 milliards de roupies (Nr) à 142 milliards (presque les double en termes réels)¹. Selon les chiffres du Ministère du travail et de la promotion de l'emploi du Népal, le nombre de travailleurs se rendant à l'étranger a augmenté de presque 13 pour cent entre 2006-07 et 2007-08. Cela s'explique par de nombreux facteurs.

L'expansion rapide de la population et de la main-d'œuvre, associée à une croissance intérieure insuffisante, a altéré la capacité de l'économie à intégrer des travailleurs. Dans le secteur agricole, la part des terres arables est limitée, le problème de l'accès à la terre omniprésent et le nombre de ménages sans terres s'inscrit en constante augmentation. Dans le secteur non agricole, le ralentissement de la croissance dû aux troubles civils a encore ralenti la création d'emplois. Un conflit armé a également aggravé les

A Importance grandissante de l'immigration: évolution des transferts de fonds au Népal

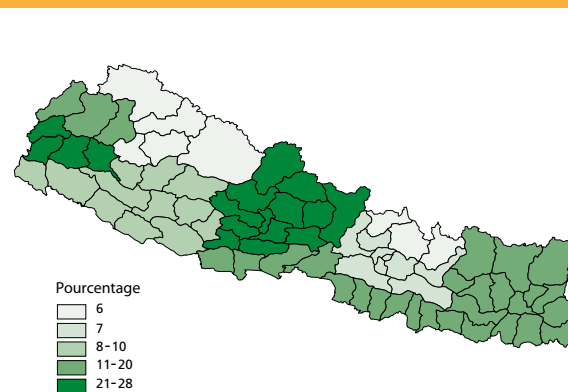
Total des transferts de fonds reçus (milliards NPR)



Note: Les données sont en termes nominaux.

Source: Nepal Rastra Bank.

B Part des transferts de fonds dans le revenu des ménages au Népal

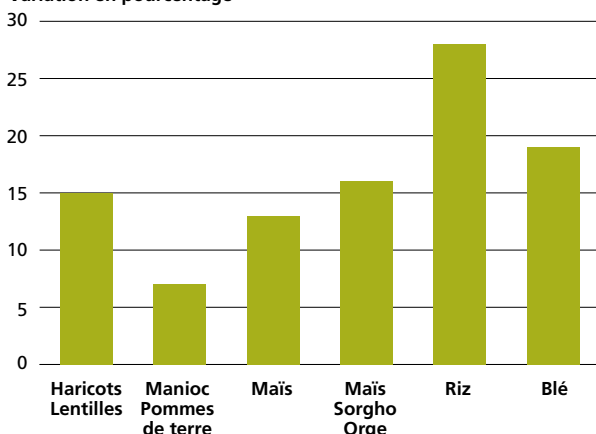


Source: Calcul établi à partir de données de l'enquête 2003-04 Nepal Living Standard Survey.

FIGURE 10

Les prix intérieurs des produits alimentaires restent supérieurs à ceux d'avant la crise: hausses de prix sur deux ans jusqu'à la fin 2008

Variation en pourcentage



Note: Les données font référence à l'augmentation médiane en pourcentage des prix corrigés de l'inflation, décembre 2008 comparé avec décembre 2006. Source: FAO.

se sont pendant de nombreuses années déplacés dans la même proportion: la part des femmes migrantes était estimée à 50 pour cent en 2005, ce chiffre ayant très peu varié par rapport aux 47 pour cent de 1960⁶.

Les chiffres mondiaux ne rendent pas compte du rôle que jouent les migrations pour beaucoup d'individus, de ménages, de nations et de régions. C'est ainsi que les envois de fonds représentent la principale source d'entrées de capitaux dans les petits pays proches des corridors de migration de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de la Fédération de Russie. Les chiffres de la Banque mondiale pour 2007 montrent qu'au Tadjikistan, les transferts de fonds représentent 46 pour cent du PIB, les chiffres étant de 25 pour cent au Honduras et de 24 pour cent au Liban⁷. Dans plusieurs grands pays d'Afrique (l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc, le Nigéria et le Sénégal), les envois de fonds représentent 5 à 10 pour cent du PIB. À l'intérieur des pays, les transferts de fonds sont souvent concentrés dans certaines régions géographiques (voir encadré sur le Népal).

Dans de nombreux pays en développement, les revenus d'une partie importante des ménages dépendent des

conditions de vie et de sécurité, en particulier dans les zones rurales. De nombreux travailleurs considèrent le travail à l'étranger comme leur seule issue viable.

L'augmentation des envois de fonds a largement contribué à raffermir le PIB national. La part des envois de fonds dans le PIB est passée de 10 à 17 pour cent entre 2001-02 et 2007-08. La proximité géographique de l'Inde, les liens historiques et culturels ainsi que la perméabilité et la longueur des frontières ont fait de l'Inde une destination privilégiée pour les immigrants népalais. Ces dernières années néanmoins, une part croissante des envois de fonds vers le Népal est venue d'autres pays offrant de meilleures opportunités professionnelles et des salaires plus élevés, notamment au Proche-Orient. Ainsi, davantage de transferts sont désormais effectués depuis cette région (33 pour cent) que depuis l'Inde (24 pour cent). Un nombre important d'envois de fonds provient également de la Malaisie et des États-Unis d'Amérique.

Pour la plupart, les migrants travaillent dans les secteurs non agricoles: ils sont employés dans des restaurants, des usines, comme domestiques, gardiens de sécurité ou employées de maison (en Inde), ou encore comme personnel de sécurité, chauffeurs et ouvriers du bâtiment (au Proche-Orient)².

Ces envois de fonds offrent de nombreux bénéfices pour le Népal. Cependant, leur impact sur les revenus des ménages et sur la pauvreté varie sensiblement d'une région à l'autre du pays (figure B). Selon l'étude 2003-04

sur le niveau de vie au Népal, leur part dans le revenu total des ménages va de plus de 20 pour cent dans les montagnes de l'Ouest et les collines de l'Ouest et de l'Extrême-Ouest à seulement 6 pour cent dans les montagnes du Centre-Ouest et du Centre. Cette différence montre comment les moyennes nationales peuvent occulter l'importance des transferts de fonds dans certaines parties d'un pays.

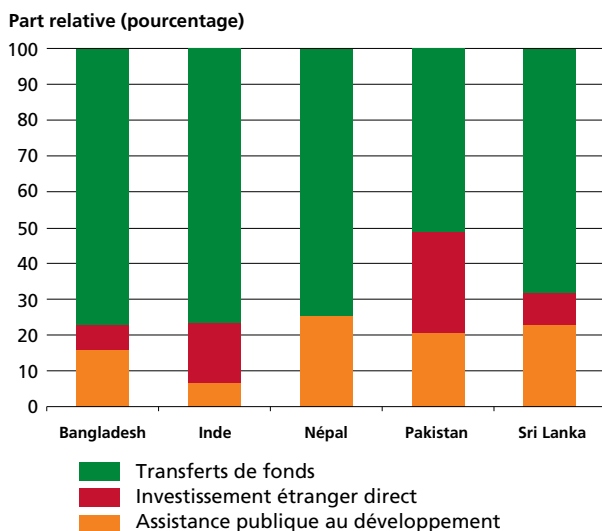
Compte tenu de l'importance des envois de fonds pour le Népal, tout ralentissement lié à la crise économique pourrait freiner la croissance du pays. L'influence de ces envois sur les revenus des ménages et sur la diminution de la pauvreté étant variable au sein du pays, une analyse au niveau des ménages apparaît nécessaire pour que les dispositifs d'intervention soient appropriés et touchent les bonnes personnes.

¹ Au taux de change actuel, soit environ 623,7 millions d'USD et 1,86 milliard d'USD, respectivement.

² P. Bhubanesh. (2008), *Mobilizing remittances for productive use: a policy-oriented approach*. Document de travail n° 4 de la Nepal Rastra Bank, Népal.

FIGURE 11

Les transferts de fonds sont importants en Asie du Sud



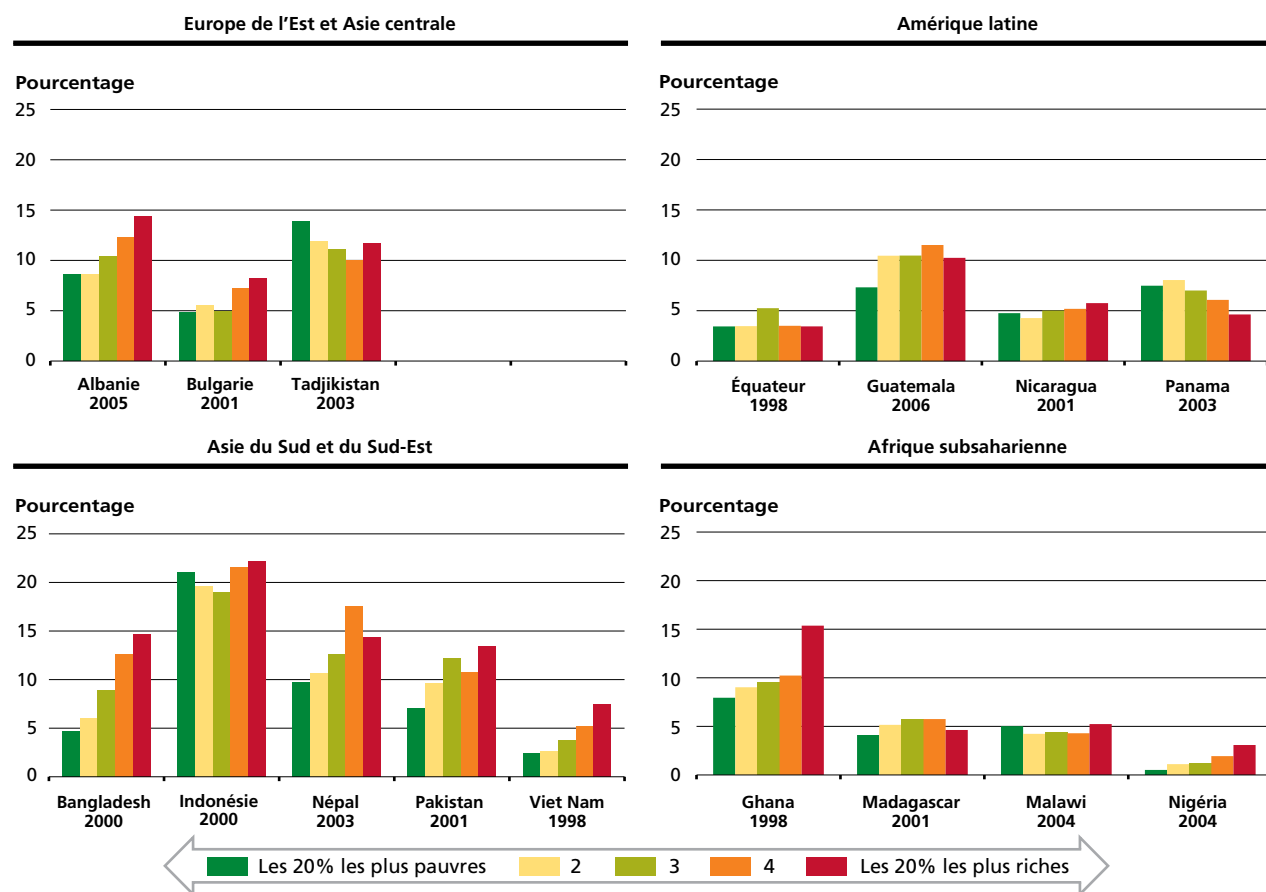
transferts de fonds. Aux Philippines par exemple, 17 pour cent des ménages reçoivent des transferts de fonds de l'étranger. Les proportions observées sont similaires en Albanie, en Arménie, en El Salvador et en Haïti, alors que 25 pour cent des ménages au Pérou bénéficient de transferts privés sous une forme ou une autre (des envois de fonds en majorité). En République dominicaine, 40 pour cent des ménages de la Sierra, une des régions les plus pauvres du pays, déclarent avoir des migrants, dont la moitié environ effectuent des transferts de fonds⁸.

Les envois de fonds arrivent directement aux ménages, et dans certains pays ou certaines régions (comme l'Asie du Sud; voir figure 11), ils sont beaucoup plus importants que les IED ou l'APD. Dans de nombreux pays en développement, les envois de fonds constituent une plus grande part des revenus pour les quintiles les plus aisés (figure 12)⁹, même si les ménages plus pauvres sont généralement plus affectés par la baisse de ces envois car ils ont plus de mal à faire face à une perte de revenus.

Comme pour les autres sources de revenus, les transferts de fonds ont un effet multiplicateur sur l'économie locale.

FIGURE 12

Les transferts de fonds constituent généralement une part inférieure des revenus de la population pauvre: pourcentage du revenu des ménages issu des transferts privés (envoi de fonds de proches le plus souvent) dans certains pays, par groupe de revenu



Source: FAO.

Par exemple, lorsque les envois de fonds sont utilisés pour construire une maison, la demande de main-d'œuvre semi-qualifiée augmente, profitant à ceux qui n'ont pas directement accès aux envois de fonds. Cet effet multiplicateur implique que l'incidence d'un recul des envois de fonds sera au total plus important que la baisse même des envois. Des études montrent que ce multiplicateur se situe souvent entre 1.5 et 2.

En Afrique et en Amérique latine, une augmentation de 1 point de pourcentage du ratio des envois de fonds par rapport au PIB se traduit par une baisse de 0,29 et de 0,37 pour cent respectivement du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté¹⁰. De plus, les envois de fonds sont moins volatiles que les IED et lors des crises précédentes, ils ont été souvent contra-cycliques, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à augmenter quand, dans le pays d'origine, la croissance se ralentit (ou lorsque ce pays est victime d'une catastrophe). Cependant, du fait que la crise actuelle est mondiale – et qu'elle a d'abord touché les pays d'accueil et y est plus prononcée – la Banque mondiale estime que les envois de fonds reculeront de 5 à 8 pour cent

en 2009 après avoir progressé de 15 à 20 pour cent par an de 2005 à 2007¹¹.

La réduction des envois de fonds aura aussi plus ou moins d'incidence sur les différents pays selon les variations des taux de change, qui affecteront tout d'abord les décisions concernant le montant envoyé dans le pays d'origine puis le pouvoir d'achat des bénéficiaires lorsque les envois de fonds sont changés en monnaie locale. L'Europe orientale et l'Asie centrale, qui reçoivent une grande partie de leurs envois de fonds de la Fédération de Russie vont les voir fortement baisser du fait du ralentissement de l'économie russe et de la dévaluation du rouble (voir encadré sur le Tadjikistan).

Commerce, crédit, investissements directs étrangers et aide étrangère

Dans les pays développés, la récession a eu des répercussions très négatives sur le commerce, le crédit, les IED et l'aide étrangère. En 2009, les échanges mondiaux devraient baisser de 5 pour cent¹² à 9 pour cent¹³. La chute de la valeur des exportations sera plus forte dans les pays en développement

Conséquences de la diminution des envois de fonds vers le Tadjikistan

Le Tadjikistan possède le rapport envois de fonds/PIB le plus élevé au monde (46 pour cent environ). Sur la base des résultats de l'étude du niveau de vie au Tadjikistan (2007), des chercheurs de la Banque mondiale ont simulé les conséquences sur la pauvreté d'une baisse des transferts de fonds des migrants à l'échelle internationale en appliquant deux méthodes différentes¹. L'étude s'intéresse uniquement aux effets directs des envois de fonds, sans tenir compte d'une éventuelle récession au Tadjikistan (c'est-à-dire une dégradation des conditions sur le marché du travail local) ou des conséquences indirectes de ces transferts (effet multiplicateur).

La première approche a simulé l'impact qu'aurait sur la pauvreté un recul général des envois de fonds, en appliquant le même pourcentage de réduction pour tous les ménages, et en partant du principe que, au moins à court terme, les ménages ne pourraient pas compenser cette perte. La seconde méthode a simulé quel serait l'impact sur la pauvreté si un certain pourcentage de migrants perdait leur emploi à l'étranger et retournait dans leur pays pour y retrouver un emploi similaire, mais

pour une rémunération nettement moins élevée. Dans les deux cas, les baisses analysées étaient, pour les fonds transférés comme pour l'emploi des migrants, de 20, 30 et 50 pour cent.

Quel que soit le scénario envisagé, la réduction des fonds envoyés entraînerait une hausse de la pauvreté. Dans le pire des scénarios, une chute de 50 pour cent des fonds transférés ferait passer le nombre des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 53,1 pour cent à 59,6 pour cent, soit une hausse de la pauvreté de 12,2 pour cent (voir le tableau). Dans le cas d'une baisse de 50 pour cent de l'emploi des migrants, l'impact, même s'il reste assez important, est moindre; dans ce cas, la pauvreté absolue passerait à 56,5 pour cent, soit une hausse de 6,4 pour cent. L'étude a montré que les zones rurales seraient davantage touchées que les zones urbaines, avec une incidence entre 1,3 et 1,8 fois plus marquée selon le scénario privilégié.

¹ O. Ivaschenko et A.M. Danzer. *Simulation of the impact of reduced migrant remittances on poverty in Tajikistan*. Washington, Banque mondiale.

Impact potentiel de la crise économique sur la pauvreté au Tadjikistan selon différents scénarios de baisse des envois de fonds

Baisse des envois de fonds/ de l'emploi à l'étranger	Simulation des taux de pauvreté d'après la méthode 1 (baisse des envois de fonds)			Simulation des taux de pauvreté d'après la méthode 2 (baisse de l'emploi à l'étranger)		
(Pourcentage)	(Pourcentage de la population)			(Pourcentage de la population)		
	Urbaine	Rurale	Total	Urbaine	Rurale	Total
Niveau actuel (de référence)	49,3	54,4	53,1	49,3	54,4	53,1
-20	51,4	58,6	56,8	50,4	56,3	54,8
-30	52,6	59,7	57,9	51,1	57,3	55,7
-50	53,8	61,5	59,6	51,9	58,2	56,5

Note: Les taux de pauvreté sont basés sur le seuil national de pauvreté absolue utilisé dans l'étude de 2007 sur le niveau de vie au Tadjikistan.

Source: Estimations de la Banque mondiale basées sur l'étude du niveau de vie au Tadjikistan.

que dans les économies avancées¹⁴ et sera particulièrement nuisible pour les économies dont la principale source de devises est constituée par les exportations.

À mesure que la crise se déroule, les pays en développement sont confrontés à la hausse du coût du crédit externe, privé comme public, la prime de risque attachée aux prêts aux pays en développement ayant augmenté d'environ un quart de point de pourcentage. Souvent, il n'est même pas possible d'obtenir un crédit, quel qu'en soit le prix, car les banques le rationnent et ne prêtent qu'aux emprunteurs jugés les plus fiables. Les institutions de microfinance sont en difficulté, bien que la plupart aient une assise solide et soient en passe de se renforcer davantage dans les années à

venir (voir encadré page 20). Les investissements étrangers directs ont tendance à devenir très volatiles. Lors de la crise actuelle, ils ont fortement chuté car, dans les économies développées, les entreprises privées font face à une sévère récession. Le tableau 2 de l'Annexe technique montre que dans des pays comme la Géorgie, la Gambie, la Jordanie et le Liban, les IED représentent en moyenne plus de 10 pour cent du PIB annuel. En avril 2009, le FMI a estimé que les investissements directs étrangers chuteraient de 32 pour cent en 2009 dans les pays en développement dans leur ensemble, la baisse étant de 15 pour cent en Afrique. La plupart des IED concernent les mines, l'industrie et les services, très peu étant dirigés vers l'agriculture (même si

Impact de la crise économique sur la microfinance

La microfinance est généralement considérée comme une arme essentielle pour combattre la pauvreté. La crise actuelle a non seulement mis en relief le rôle capital de la finance dans la croissance économique et le développement, mais elle a aussi lourdement pesé sur les institutions de microfinance de nombreux pays en développement. L'une des raisons est que les investisseurs privés retirent leurs capitaux, ce qui contraint ces institutions à prêter moins. Or, cette réduction a elle-même des répercussions négatives sur la pauvreté, étant donné que la clientèle des institutions de microfinance est essentiellement composée de pauvres, notamment de consommateurs, de travailleurs indépendants et de petits exploitants agricoles dans des zones rurales.

Les pays en développement et les économies émergentes sont touchés de manières différentes et pour des motifs distincts. C'est dans les économies plus intégrées, notamment en Asie centrale, en Europe et en Amérique latine, que les institutions de microfinance constatent les plus graves effets de la crise. Les fonds de microfinancement ciblant l'Inde et soutenus par des investisseurs étrangers, qui ont reçu des fonds tardivement, en 2008, alors que les investisseurs s'inquiétaient des répercussions de la crise financière, peuvent en revanche compter sur des rentrées de fonds considérables en 2009. En Afrique, les institutions de microfinancement luttent pour survivre aux pressions exercées sur leur trésorerie, tandis que les défauts de remboursement atteignent un niveau record avec la flambée des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus. Selon une récente étude menée par le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP – centre indépendant de recherche et de politique dans le domaine de la microfinance, qui compte 33 membres, dont le FIDA) en collaboration avec un groupe de professionnels et d'organismes de développement, les deux tiers des

institutions de microfinancement participantes – plus de 400 au total – ont indiqué que leurs portefeuilles de prêt étaient stables dans le meilleur des cas, voire en baisse, et ont vu augmenter les éléments à risque élevé de leurs portefeuilles sous l'effet de la crise.

Cependant, l'étude mondiale sur l'impact de la crise sur les institutions de microfinance et leurs clients a également révélé que le secteur présentait une grande capacité d'adaptation, en particulier lorsqu'il repose sur des sources de financement nationales (dépôts de comptes à faible solde, par exemple). Ainsi, bien que le renforcement des liens entre institutions de microfinance et marchés financiers nationaux et internationaux ait créé quelques problèmes pendant la crise, le secteur de la microfinance s'est construit, dans l'ensemble, de solides bases. Il existe un large consensus en faveur de la transparence financière au moyen de notations, de vérifications et de normes de performance sociale, tandis que les partenariats avec des investisseurs animés par des considérations sociales et des institutions de financement du développement apportent des fonds de liquidités d'urgence. Entre ce point fort et le potentiel d'expansion considérable grâce aux marchés des clients pauvres solvables dans les zones rurales, le secteur de la microfinance parviendra à se maintenir et contribuera à atténuer les effets du ralentissement de l'économie mondiale sur les ménages à faibles revenus. Quant à l'avenir, il est essentiel d'étudier les liens entre services financiers et programmes gouvernementaux de protection sociale, en versant les indemnités sur les comptes bancaires, ce qui reviendrait à établir un lien entre la protection sociale et l'inclusion financière.

Michael Hamp, Conseiller technique principal en finance rurale, Fonds international de développement agricole (FIDA) a participé à la rédaction de cet encadré.

certaines portent sur la transformation des produits agricoles), mais la baisse de l'emploi occasionnée par la récession aura des effets multiplicateurs sur l'ensemble de l'économie et accroîtra dans certains cas une migration de retour des villes vers les campagnes.

Pour certains des pays les plus pauvres, l'aide étrangère est la principale source d'entrées de capitaux. En Afrique subsaharienne, l'APD représente souvent une grande part du PIB (plus de 40 pour cent au Burundi et au Libéria, par exemple). En Haïti, en République démocratique populaire lao et au Nicaragua, la proportion dépasse les 10 pour cent. Pour répondre à la forte hausse des prix des denrées alimentaires, l'APD a fortement augmenté à l'échelle

mondiale en 2008. Toutefois, l'aide au développement baisse en général lorsque le PIB des donateurs diminue. En conséquence, étant donné que les pays donateurs connaissent des contraintes budgétaires accrues en 2009, le FMI prévoit que les 71 pays les plus pauvres du monde verront leur APD baisser globalement d'environ 25 pour cent, même si le niveau de l'aide restera supérieur à celui de 2007.

■ L'agriculture, un amortisseur macroéconomique

Les crises économiques n'ont pas la même incidence sur les différents secteurs, selon la nature de la crise, l'importance

TABLEAU 2

Taux de croissance par grand secteur pour une sélection de pays avant, durant et après une crise économique

PAYS	PÉRIODE	Taux de croissance annuel moyen par secteur				
		(Pourcentage)				
		Agriculture	Industrie	Industrie manuf.	Services	PIB
Indonésie	5 ans avant la crise	2,5	9,2	10,3	8,5	7,1
	1998	-1,3	-14,0	-11,4	-16,5	-13,1
	5 ans après la crise	3,0	4,1	4,9	5,8	3,7
Malaisie	5 ans avant la crise	0,5	11,1	12,7	10,2	9,2
	1998	-2,8	-10,7	-13,4	-5,0	-7,4
	5 ans après la crise	3,4	6,1	7,5	5,2	5,0
République de Corée	5 ans avant la crise	1,4	8,0	7,7	7,2	6,9
	1998	-6,4	-8,2	-7,9	-3,9	-6,9
	5 ans après la crise	1,0	7,4	9,7	4,6	6,4
Thaïlande	5 ans avant la crise	0,7	9,8	10,6	7,2	6,5
	1998	-1,5	-13,0	-10,9	-10,0	-10,5
	5 ans après la crise	3,3	6,3	6,8	4,0	4,8
Argentine	5 ans avant la crise	1,8	2,0	1,1	3,4	2,7
	2001	1,1	-6,5	-7,4	-4,0	-4,4
	5 ans après la crise	3,4	7,1	6,7	3,7	4,9
Brésil	5 ans avant la crise	4,1	3,1	2,2	3,9	3,0
	1999	6,5	-1,9	-1,9	1,4	0,3
	5 ans après la crise	4,1	3,0	3,4	4,1	3,0
Mexique	5 ans avant la crise	2,2	3,9	3,6	4,0	3,9
	1995	0,9	-7,8	-4,9	-6,2	-6,2
	5 ans après la crise	2,0	3,9	3,9	3,8	5,5
Cameroun	5 ans avant la crise	1,9	-6,1	-1,8	-7,5	-3,6
	1994	3,1	-14,4	-3,3	13,1	-2,5
	5 ans après la crise	7,5	4,7	4,3	0,2	4,6
Ghana	5 ans avant la crise	0,2	-1,5	-0,2	2,6	0,3
	1979-1983 ¹	-1,8	-11,7	-13,8	-1,8	-3,4
	5 ans après la crise	3,5	10,6	12,6	7,7	5,9
Mali	5 ans avant la crise	4,2	5,0	4,8	2,5	3,5
	1994	6,6	-4,0	-3,6	-0,6	0,9
	5 ans après la crise	4,4	8,8	-3,4	4,2	5,8

¹ L'année où la crise commença au Ghana n'est pas aussi bien définie que dans les autres pays, mais le cedi a baissé pendant les années choisies.

Source: Calculs de la FAO basés sur des données provenant des Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale.

du secteur en termes d'emploi et la structure des échanges dans le secteur concerné. Néanmoins, des traits caractéristiques peuvent être observés dans le secteur agricole. Tout d'abord, pour presque tous les cas énumérés au tableau 2, les taux de croissance du secteur agricole avant et après la crise étaient inférieurs à ceux du PIB agrégé (ces cas apparaissent en vert dans le tableau). Deuxièmement, dans toutes les crises, le taux de croissance de l'agriculture est plus élevé que le PIB *pendant* la crise (ces cas apparaissent en orange). En conséquence, la croissance de l'agriculture a tendance à être plus stable que celle des autres secteurs.

L'emploi dans l'agriculture a aussi tendance à s'accroître pendant une crise, comme le montre l'exemple de l'Indonésie durant la crise économique de 1997-98. Bien que l'emploi dans les secteurs indonésiens de l'industrie et de l'électricité ait reculé respectivement de 13 et de 27 pour cent pendant la crise économique de 1997-98, la progression de l'emploi dans l'agriculture (15,2 pour cent) a plus que compensé la réduction intervenue dans les autres secteurs¹⁵. Le schéma est le même dans les autres pays asiatiques touchés par la crise de 1997-98: l'emploi dans l'agriculture a augmenté de 9,1 pour cent en Malaisie et de 5,4 pour cent en République de Corée, mais il a baissé dans les deux pays dans le secteur manufacturier.

Pourquoi la croissance de l'agriculture serait-elle moins touchée par la crise que la croissance des autres secteurs? Tout d'abord, lorsque le revenu chute, la demande de

produits agricoles, en particulier de produits alimentaires, ne diminue pas en proportion – les individus sacrifient d'autres biens, comme les produits industriels et les services, pour être sûrs de pouvoir acheter suffisamment de nourriture (ou autant que leur revenu le permet). Du côté de l'offre, d'autres secteurs peuvent avoir recours plus intensivement au crédit, alors que l'agriculture, en particulier si elle est dominée par des petits exploitants, est davantage autofinancée et donc moins touchée par les restrictions soudaines de crédit. Ce dernier argument est moins valable pour les grandes exploitations commerciales, où le crédit est un intrant important. En outre, l'offre de crédit peut être augmentée par les migrants installés en ville qui reviennent habiter à la campagne.

Dans de nombreux cas, les crises peuvent s'accompagner d'une dépréciation du taux de change (comme au Mexique en 1995 ou en Indonésie et en Thaïlande en 1997-98). Cela a tendance à profiter à l'agriculture, car les produits agricoles sont souvent considérés comme relativement plus exportables que les produits du secteur des services. Mais toutes les crises économiques ne se ressemblent pas. Dans la crise actuelle, les effets bénéfiques de la dépréciation du taux de change sur l'agriculture seront atténués par le caractère mondial du ralentissement économique et les baisses des prix mondiaux des produits de base qui en découlent. De plus, la crise actuelle étant mondiale, la dépréciation d'une des monnaies, quelle qu'elle soit, a moins de chance de donner un coup de fouet efficace aux exportations du pays en question.



Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire¹⁶

L'impact de la crise économique sur les pauvres et les personnes en situation d'insécurité alimentaire sera probablement important, en raison en particulier de l'incidence négative de la flambée des prix alimentaires et des prix des carburants déjà subie par les tranches les plus vulnérables de la population en 2006-08. La difficulté accrue de l'environnement économique mondial a une grande influence sur la sécurité alimentaire nationale dans une partie des pays plus pauvres, dont la plupart sont devenus plus dépendants des importations de céréales au cours de la dernière décennie (figure 13). Cette dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires a été accentuée par les politiques de libéralisation des échanges et par l'amélioration du système mondial de transport. L'accroissement de la

dépendance à l'égard des importations de céréales a contribué à conserver des prix plus abordables pour les consommateurs, mais le manque de croissance agricole nationale qui a fait augmenter les importations a exposé de nombreux pays à la volatilité des marchés internationaux.

Les denrées alimentaires importées, y compris les produits de base comme les céréales et les huiles végétales, constituent désormais un élément important du régime alimentaire dans la plupart des pays. De 1970 à 2003, la dépendance vis-à-vis des importations a davantage augmenté dans les pays les moins avancés que dans les groupes de pays à plus hauts revenus. En 2003, la dépendance des pays les moins développés par rapport aux importations a été de 17 pour cent pour la consommation de

céréales (contre 8 pour cent en 1970), 45 pour cent pour le sucre et les édulcorants (18 pour cent en 1970) et 55 pour cent pour les huiles végétales (9 pour cent en 1970). À l'échelon national individuel, la situation est très variable. Les importations représentaient par exemple plus de la moitié des approvisionnements en céréales dans 11 pays de l'Afrique subsaharienne (l'Angola, le Cap-Vert, l'Érythrée, la Gambie, le Lesotho, le Libéria, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, le Swaziland et le Zimbabwe) en 2005-06. Dans sept autres pays (le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Mozambique et la République démocratique du Congo), la proportion se situait entre 30 et 50 pour cent.

■ La crise économique et financière va aggraver l'insécurité alimentaire en 2009

En dépit de baisses des prix internationaux des denrées alimentaires à la fin de 2008, une détérioration du pouvoir d'achat et une plus grande insécurité alimentaire sont attendues pour 2009. Sur la base des tendances historiques de la production des 70 pays étudiés dans le modèle du service des recherches économiques de l'USDA (voir encadré page 24), le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire augmentera d'au moins 2 pour cent, ce qui rejoint les données de la FAO montrant que la sous-alimentation augmentait avant même la survenue des crises (voir page 8). La crise économique aggraverait sensiblement ce problème. Pour les pays qui dépendent des importations de produits alimentaires, et en l'absence de grands déficits dans la production nationale, deux des principaux déterminants de la capacité d'importation de produits alimentaires sont les recettes d'exportation et les entrées de capitaux (IED,

transferts de fonds et aide étrangère). Une diminution des exportations ou des entrées de capitaux engendrent le plus souvent une réduction des importations, notamment celles de produits alimentaires (à moins que le pays ne puisse emprunter sur le marché international, ce qui est impossible pour beaucoup de pays pauvres). En conséquence, même si les disponibilités alimentaires mondiales totales restent inchangées, l'accès des pays pauvres à cette nourriture diminuera, ce qui compromettra leur sécurité alimentaire. Le modèle de l'USDA a étudié quantitativement les changements dans la capacité d'importation des pays à faible revenu face à divers chocs externes et leurs incidences sur la sécurité alimentaire.

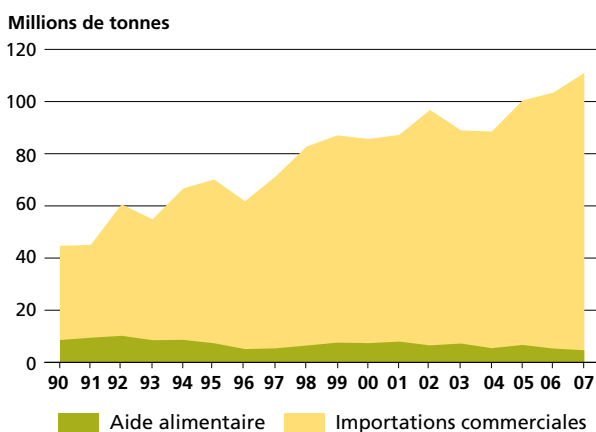
Trois scénarios ont été établis pour évaluer l'impact probable de la crise économique sur la sécurité alimentaire des pays à bas revenus. Dans le premier scénario, la croissance des exportations des pays sera inférieure en 2009 à l'estimation de référence (à savoir la croissance des exportations en l'absence de crise économique). Cette diminution est de la même ampleur que la baisse estimative de la croissance économique des pays pour l'année 2009, qui se traduit selon les prévisions par un recul de 50 pour cent de la croissance des exportations en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, de 40 pour cent en Asie (60 pour cent en Asie centrale) et de 60 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, un pays asiatique dont les exportations devaient augmenter de 10 pour cent verrait cette croissance réduite de 40 pour cent, pour s'établir à 6 pour cent. Ce scénario suppose des entrées de capitaux constantes (y compris les IED, les transferts de fonds et l'aide étrangère) pour financer les déficits commerciaux. Le deuxième scénario, ou scénario moyen, reprend l'hypothèse du premier scénario et y ajoute une réduction des entrées de capitaux de 25 pour cent en 2009 (en raison de réductions des IED, des transferts de fonds et, peut-être, de l'APD). Le troisième scénario conserve l'hypothèse du premier scénario et réduit les entrées de capitaux de 50 pour cent en 2009.

Dans le premier scénario, la réduction de la croissance des recettes d'exportation et la diminution consécutive de la capacité d'importation doivent se traduire par une baisse de la consommation alimentaire qui équivaut à une augmentation de 7,3 pour cent, au-dessus de l'estimation de référence, du nombre des personnes souffrant d'insécurité alimentaire. L'impact ne sera pas le même dans toutes les régions et dans tous les pays car les résultats varient selon la dépendance de chaque pays vis-à-vis des importations alimentaires, le ratio recettes d'exportation/disponibilités totales en devises et la situation initiale en matière de sécurité alimentaire.

Dans le deuxième scénario, lorsqu'une réduction de 25 pour cent des entrées de capitaux est ajoutée à la baisse de la croissance des recettes d'exportation, on prévoit que la situation des pays en matière de sécurité alimentaire se détériorera davantage en raison d'un recul encore plus marqué des importations alimentaires. Selon ce scénario, le

FIGURE 13

Les pays en développement sont de plus en plus dépendants des importations de produits alimentaires : importations de grains dans 70 pays



Note: Les données se rapportent aux 70 pays en développement composant le modèle utilisé par le Service de recherche économique de l'USDA pour ses évaluations de la sécurité alimentaire.

Source: FAO.

Les importations alimentaires sont-elles nécessairement une mauvaise chose?

La crise alimentaire mondiale de 2006-08 a poussé de nombreux pays à réexaminer les avantages qui existaient à ce qu'une part importante de leur consommation dépende des importations. Compte tenu de la hausse des prix et de leur volatilité et des turbulences enregistrées sur les marchés à cette période, il apparaît évident que les pays s'inquiètent quant à une trop grande dépendance vis-à-vis des marchés alimentaires mondiaux. Mais qu'est-ce qu'une dépendance «excessive», et quels sont les avantages et les inconvénients à la réduire?

Tout d'abord, il faut savoir que, dans de nombreux pays exportateurs, les prix nationaux des aliments ont également beaucoup augmenté durant la crise, notamment ceux du riz au Pakistan, en Thaïlande et au Viet Nam, et ceux du maïs en Afrique du Sud. En d'autres termes, les pays importateurs ne sont pas les seuls à être exposés à la hausse des prix mondiaux: tout pays qui commerce avec un autre peut l'être. Ensuite, les hausses de prix peuvent également découler de chocs au sein de la production agricole domestique: une simple politique d'isolement par rapport aux marchés mondiaux (autosuffisance) expose le pays à des risques importants liés aux conditions météorologiques. Ainsi, il n'existe pas de solution simple pour éradiquer l'instabilité des prix sur les marchés intérieurs.

Face à la flambée des prix mondiaux, la stabilisation des prix intérieurs est plus aisée si les importations ou les exportations ne représentent qu'une faible part de la consommation ou de la production, car des niveaux raisonnables de stocks permettent plus facilement d'amortir l'incidence du phénomène. Si les importations représentent 50 pour cent de la consommation, il sera difficile de mettre en œuvre une politique de stabilisation efficace qui protège des hausses de cours mondiaux. Il en va de même si les exportations représentent la moitié de la production.

Les avantages liés à une réduction de la part des échanges dans la consommation ou la production dépendent de l'avantage comparatif du pays. Si un pays dispose d'un avantage comparatif important pour la

production d'une denrée particulière, réduire la production pour diminuer la part des échanges (exportations) serait contreproductif et nuirait à de nombreux agriculteurs. De même, diminuer la quantité des importations lorsqu'un pays ne possède pas d'avantage comparatif dans la production nuirait aux consommateurs. De surcroît, c'est souvent aux plus pauvres que ce type de politique nuit le plus, comme l'a montré *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*. L'analyse des données de l'enquête sur les ménages permet de déterminer quels groupes sont les plus durement touchés selon les pays et produits concernés.

Bien entendu, l'avantage comparatif n'est pas un concept figé. Lorsqu'un pays ne dispose pas d'avantage comparatif pour la production d'un produit spécifique, cela peut s'expliquer par des investissements trop faibles dans la recherche agricole, les infrastructures rurales, les routes ou d'autres biens publics. Dans de tels cas, la solution la plus appropriée serait d'augmenter les investissements dans l'agriculture et non d'imposer des restrictions commerciales. Mais même à brève échéance, avant que ces investissements ne portent leurs fruits, les restrictions commerciales risquent d'être préjudiciables si elles ont pour effet, à moyen terme, d'augmenter les prix nationaux bien au-dessus des cours mondiaux. En effet, cette flambée se répercuterait automatiquement et surtout sur les plus pauvres des pauvres. Par ailleurs, s'il peut être judicieux de laisser les prix intérieurs s'écarter des prix mondiaux à court terme, poursuivre cette stratégie pendant plusieurs années risque de s'avérer dangereux. Une fois mises en place, les restrictions commerciales sont souvent difficiles à supprimer. Elles pourraient de surcroît ne pas suffire à juguler suffisamment le marché pour garantir des investissements judicieux de la part des gouvernements et du secteur privé. Ainsi, restreindre les importations uniquement pour éviter de dépendre du marché mondial peut maintenir des prix nationaux élevés tout le temps, pas seulement lorsque les prix mondiaux sont élevés. Renforcer les investissements en faveur de la productivité agricole serait une solution plus efficace et dans le long terme.

nombre de personnes qui se mettraient à souffrir d'insécurité alimentaire augmenterait de 9,2 pour cent par rapport aux estimations de référence pour 2009. Ce scénario a été utilisé pour établir les estimations de sous-alimentation fournies ci-dessus dans le présent rapport (voir page 11). Enfin, le troisième scénario aboutit à une augmentation de 11,6 pour cent du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Évidemment, les trois scénarios ne se réaliseront pas forcément: l'impact réel dépendra des

mesures nationales et internationales qui seront prises pour faire face à la récession économique.

Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 6 pour cent d'après le deuxième scénario (figure 14), contre 3 pour cent et 9 pour cent au titre, respectivement, des premier et troisième scénarios. L'Afrique subsaharienne est la région du monde qui souffre le plus d'insécurité alimentaire. L'absorption moyenne de calories dans cette région est à

peine supérieure aux besoins quotidiens, qui se montent à 2 100 kcal par jour, et est de loin la plus faible du monde. Beaucoup de pays de la région ne disposent pas d'un approvisionnement en denrées alimentaires suffisant et les inégalités de revenus exacerbent le problème. Les pays qui seront les plus touchés par la crise économique sont ceux dont la balance des paiements est fortement déficitaire et qui dépendent beaucoup des importations de produits alimentaires.

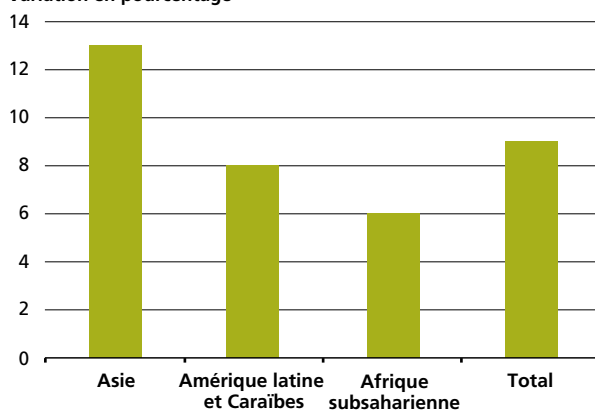
L'impact du deuxième scénario par rapport au niveau de référence devrait être une augmentation de 8 pour cent du nombre des personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (contre 4 pour cent et 20 pour cent selon les premier et troisième scénarios). Comme en Afrique subsaharienne, la part des importations alimentaires s'est accrue au fil du temps, étant donné que la production alimentaire nationale n'arrivait pas à suivre l'augmentation de la demande de produits alimentaires. Les politiques de libéralisation des échanges et l'augmentation des revenus ont été les principaux moteurs de l'accroissement de la consommation. L'importance des inégalités de revenus a accentué dans cette région aussi la vulnérabilité à l'égard de l'insécurité alimentaire. Une des principales préoccupations de la région est la baisse des transferts de fonds qui, dans de nombreux pays, dépassent la somme des IED, de l'APD et des emprunts publics et privés. Les envois de fonds fournissent souvent des revenus à la tranche la plus pauvre de la société et sont dépensés en articles de première nécessité, comme les produits alimentaires (voir *Migrations et transferts de fonds* à la page 15).

Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Asie (y compris en Asie centrale) d'après le deuxième scénario devrait augmenter de 13 pour cent par rapport au

FIGURE 14

Les répercussions inquiétantes de la crise économique sur la sous-alimentation en 2009

Variation en pourcentage



Note: Les données se rapportent au scénario 2 du Service de recherche économique de l'USDA comparé aux données de référence.

Source: USDA.

Comment le Service de recherche économique du Ministère de l'agriculture des États-Unis évalue-t-il la sécurité alimentaire?

Le modèle sur la sécurité alimentaire du Service de recherche économique établit des projections sur la consommation et l'accès à l'alimentation dans 70 pays en développement à faible revenu: 37 en Afrique subsaharienne, 4 en Afrique du Nord, 18 en Asie (dont 8 en Asie centrale) et 11 en Amérique latine et aux Caraïbes. L'accent étant mis sur les pays en développement à plus faible revenu, plusieurs grands pays en développement ne sont pas inclus (par exemple l'Argentine, le Brésil, la Chine, le Mexique ou l'Afrique du Sud). Les denrées examinées sont réparties en trois catégories (céréales, plantes-racines, «autres»), qui, ensemble, représentent 100 pour cent des calories consommées. La population de chaque pays est divisée en cinq groupes de même taille (quintiles), en fonction du revenu par habitant. La consommation varie au sein de ces groupes, les plus pauvres étant les plus faibles consommateurs. En se basant sur la consommation de chaque quintile et de la population totale, le modèle estime le nombre de personnes dont les besoins nutritionnels (2 100 kcal par jour) ne sont pas satisfaits.

niveau de référence de 2009, contre une augmentation de 11 et de 13 pour cent respectivement selon les premier et troisième scénarios. Ici, l'impact est en général plus important qu'en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes, en raison de l'importance des échanges extérieurs pour les économies asiatiques. L'ampleur des échanges de biens et de services signifie aussi que l'impact marginal d'un recul plus prononcé des entrées de capitaux est relativement faible, comme le montre la baisse similaire selon les trois scénarios. En raison des liens croissants de l'Asie avec l'environnement économique international, en particulier les performances et les politiques des grands pays développés, l'affaiblissement de l'économie mondiale affecte directement la situation en matière de sécurité alimentaire des pays de la région, dont beaucoup souffrent d'une pauvreté persistante et extrême. L'Inde sera moins touchée que de nombreux autres pays asiatiques, car sa politique financière prudente a réduit l'exposition du pays aux chocs financiers externes. En outre, le soutien continu du gouvernement au secteur agricole a fait passer l'Inde du statut d'importateur net de céréales à celui d'exportateur net.

Dans l'ensemble, l'ampleur des variations des indicateurs d'insécurité alimentaire selon les différents scénarios décrits ci-dessous met en lumière la vulnérabilité des millions de personnes pauvres dont la consommation alimentaire est

Impact de la flambée des prix sur les producteurs africains

Un projet récent du Service de recherche économique du Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA) a examiné les conséquences de la hausse des prix en Afrique. L'un des objectifs de l'étude était de déterminer si la hausse des prix se répercutait sur les agriculteurs locaux, qui pourraient alors accroître leur production et concurrencer les importations sur les marchés régionaux. La plupart du temps, la capacité des producteurs à réagir à la hausse des prix était entravée par leur manque d'accès au capital, des infrastructures de mauvaise qualité, une technologie et des informations limitées, des intrants insuffisants et des graines de mauvaise qualité. Ces obstacles se traduisent en des marchés mal intégrés, où les variations de prix entre les producteurs et les consommateurs et d'une région à l'autre sont très importantes.

Au Ghana, par exemple, lorsque les prix mondiaux des céréales ont atteint un pic, mi-2008, le gouvernement a mis en place des subventions pour les engrais et les tracteurs, principalement destinées aux producteurs de maïs les plus pauvres. Mais même à des prix subventionnés, nombre d'entre eux n'ont pu se payer ces engrais, et encore moins des tracteurs. Dans le pays, les prix des engrais ont augmenté d'environ 50 pour cent entre avril 2007 et août 2008. Il existait d'importantes différences de prix entre les différents marchés locaux, si bien que, entre deux villes distantes de seulement 105 km, ceux du maïs variaient presque du simple au triple.

Des problèmes similaires ont été signalés au Kenya. Le pays important la totalité de sa consommation d'engrais et d'énergie, il est sensible à leur augmentation sur les marchés mondiaux. Le maintien des prix à la production (malgré la hausse de ceux à la consommation) et la flambée des intrants agricoles (le prix des engrais a triplé en six mois) et du transport ont réduit les incitations à la production alimentaire. Cette situation, associée à l'instabilité politique nationale, a signifié que la moitié environ des terres agricoles du nord de la vallée du Rift (la

principale zone productrice de maïs) n'était pas préparée pour la période des semis de 2008.

Au Mozambique, la récente flambée des prix a été fortement ressentie par le consommateur, mais la taille et la géographie du pays ont limité la transmission des prix vers les agriculteurs. Avec un marché agricole fragmenté et des infrastructures insuffisantes qui ralentissent les échanges, les opportunités pour les producteurs de profiter des revenus relativement élevés et en augmentation des populations des zones urbaines sont limitées. L'étude a révélé que sur le marché de Maputo, le maïs argentin importé était au même prix que le maïs provenant du nord du pays. Cela signifie que la production locale a plus de chances d'être vendue aux communautés rurales du pays ou aux zones rurales des pays voisins, tels le Malawi ou la Zambie, qui connaissent des contraintes similaires liées aux infrastructures de marché.

En Ouganda, malgré une demande croissante, la production a été limitée, et ce pour diverses raisons. La première explication tient au morcellement des terres: la production est dominée par de petits propriétaires possédant 1 à 2 hectares. Ces producteurs n'ont pas accès aux marchés du crédit et ne peuvent pas se payer d'engrais ou de variétés de graines de bonne qualité. Cette situation a entraîné une baisse de la fertilité des sols et de la qualité des récoltes. Par ailleurs, le marché alimentaire (à l'exception du sucre) est totalement libéralisé, ce qui signifie que la production et les intrants ne bénéficient d'aucune subvention et qu'aucune taxe n'est appliquée sur les exportations et les importations. Le secteur de l'agriculture a représenté environ 1,5 pour cent de la totalité des dépenses de l'État en 2006 et 2007. Sans aucune organisation d'agriculteurs pour améliorer le pouvoir de négociation des producteurs, les agriculteurs tendent à vendre leurs produits rapidement après la récolte plutôt que de les stocker et d'attendre que les prix augmentent.

égale au besoin nutritionnel journalier ou s'en approche. Chaque année, cette vulnérabilité s'accroît, soit en raison de facteurs internes, comprenant notamment les déficits de production nationale dus aux conditions climatiques et les mauvaises réactions des autorités, soit en raison de facteurs extérieurs comme les chocs économiques mondiaux actuellement ressentis.

Les scénarios révèlent aussi un aspect important de l'équation de la sécurité alimentaire – le rôle croissant des importations alimentaires dans de nombreux pays à bas

revenus (voir encadré page 24). Lorsque la production nationale assure la majorité des approvisionnements alimentaires d'un pays, une réduction des importations aura sans doute un effet négligeable sur la sécurité alimentaire. Cependant, pour les pays qui sont devenus de plus en plus dépendants à l'égard des importations, une baisse pourrait aggraver leur vulnérabilité. À l'échelle régionale, la dépendance vis-à-vis des importations de céréales, le principal produit de base consommé par les pauvres, est la plus faible en Asie, suivie de l'Afrique subsaharienne, de

l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Afrique du Nord. La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Afrique du Nord compris dans l'étude de l'USDA importent près de la moitié de leurs approvisionnements en céréales. Certains pays peuvent renoncer à importer d'autres produits de base et allouer une beaucoup plus grande part de leur budget d'importation à la nourriture pendant la crise, mais pour ceux qui au départ souffraient déjà notablement d'insécurité alimentaire, dont de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, un déclin de la croissance économique et de la capacité d'importation peut avoir de graves incidences négatives et amplifier cette insécurité.

Les performances de la production alimentaire jouent de toute évidence un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire nationale. Depuis 1990, l'Afrique subsaharienne a connu la plus forte croissance de production de grains – 2,8 pour cent par an – mais cette croissance a été presque annulée par l'accroissement démographique rapide de la région, qui est de 2,7 pour cent par an (contre moins de 1,5 pour cent dans les autres régions). Près de 90 pour cent de la croissance de la production intervenue en Afrique

subsaharienne depuis deux décennies est due à l'extension des surfaces; les rendements de la région sont les plus faibles au monde, à environ un tiers de la moyenne mondiale. Cela signifie que la plupart des pays sont loin d'avoir atteint leur potentiel technique maximal en matière de cultures. La hausse récente des prix des grains a renforcé les incitations à produire pour les pays qui disposent de ressources relativement productives et les économies de marché qui sont assez efficaces pour tirer avantage d'une augmentation des prix. Cependant, dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les producteurs réagissent peu aux modifications des prix en raison d'infrastructures de marché insuffisantes, du coût élevé des facteurs de production et de l'accès limité aux nouvelles technologies. Une étude de l'USDA portant sur quatre pays de l'Afrique subsaharienne (le Ghana, le Kenya, le Mozambique et l'Ouganda) a montré que toute une série de facteurs bridait la réaction locale à une hausse des prix, dont l'augmentation du coût des facteurs de production importés et les faiblesses dans le domaine des transports et des infrastructures (voir encadré page 26).



Mécanismes d'adaptation des pauvres et des personnes touchées par l'insécurité alimentaire

■ Comment les ménages font-ils face à la baisse de leurs revenus?

Lorsque des familles sont confrontées à une hausse du chômage, une baisse de salaire et une demande réduite de leurs qualifications professionnelles, elles essaieront de maintenir leurs revenus en migrant ou en participant à de nouvelles activités économiques. Une autre solution consiste à essayer de faciliter la consommation en vendant des actifs comme le bétail ou en empruntant, lorsque l'accès au marché du crédit est possible. Elles modifieront aussi leurs modes de consommation en réduisant le plus possible les dépenses de biens durables et le moins possible celles de nourriture. Les dépenses alimentaires se portent également sur des aliments riches en calories et denses en énergie (comme les grains) au détriment d'aliments plus onéreux riches en protéines et en nutriments (figure 15).

Toutes les stratégies d'adaptation décrites ci-dessus puisent dans les actifs des pauvres. Par exemple, les migrations peuvent réduire la cohésion de la communauté,

l'augmentation de l'emploi féminin peut rendre moins fréquentes les visites à des prestataires de soins, la vente d'actifs peut réduire les ressources physiques ou financières et le passage d'aliments plus nutritifs (comme la viande, les produits laitiers et les fruits et légumes) aux grains, qui sont moins nutritifs, peut augmenter la malnutrition et diminuer le potentiel cognitif des enfants. Lorsqu'ils sont confrontés à une crise, les ménages doivent choisir quels types d'actifs ils doivent réduire. Souvent, cette décision comporte une distinction entre les hommes et les femmes, comme le choix de privilégier l'éducation des garçons ou des filles ou bien les actifs du mari ou de la femme¹⁷.

Les ménages plus pauvres, confrontés à un budget plus serré, sont évidemment plus touchés que les ménages plus aisés. Pendant la crise économique de 1997-98 en Asie, les inscriptions dans les écoles indonésiennes ont davantage baissé parmi les pauvres. Lors de la crise économique survenue au Cameroun dans les années 90, la prévalence d'enfants de moins de trois ans souffrant d'insuffisance pondérale a augmenté beaucoup plus pour la moitié la plus

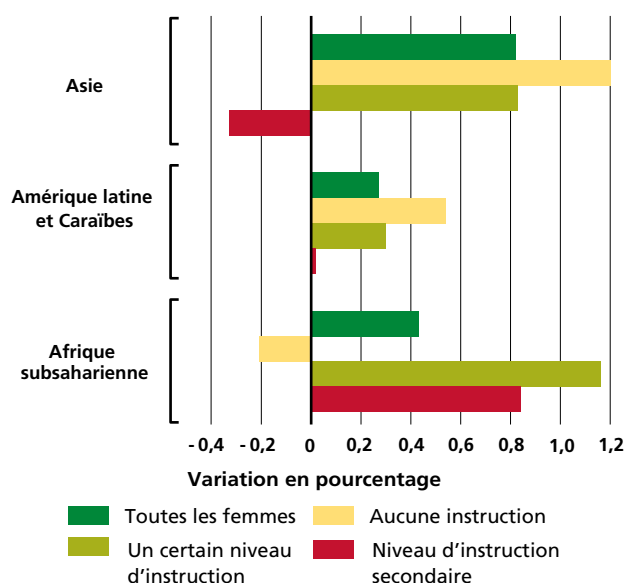
FIGURE 15

Mécanismes d'adaptation aux crises: comment les ménages font-ils face à la baisse de leurs revenus

	MESURES	COÛT
Nouvelles activités économiques	- Participation accrue (notamment des femmes) aux activités rémunératrices - Migration vers des zones où il existe des offres d'emploi - Migration de retour vers les villages/pays d'origine	- Réduction des loisirs ou d'autres activités; éventuellement au préjudice des soins maternels, de la nutrition et de l'éducation - Recul de la cohésion sociale, fragilisation de la famille - Réduction des salaires sur les marchés de l'emploi locaux
Ajustement progressif de la consommation	- Vente de biens - Emprunt sur des marchés structurés/non structurés	- Perte de la possibilité de gagner un revenu à l'avenir, possibilité de tomber dans la pauvreté - Réduction de la possibilité de gagner un revenu à l'avenir, risques accrus
Modification des modes de consommation	- Modification des modes alimentaires privilégiant les aliments meilleur marché (glucides lents) au détriment des aliments riches en oligoéléments comme le lait, la viande, les fruits et les légumes verts - Réduction des dépenses de santé et d'éducation et des achats de biens durables et semi-durables pour préserver les dépenses d'alimentation	- Possibilité de malnutrition et de carences en oligoéléments, et donc de conséquences graves sur la santé - Possibilité d'effets négatifs sur la santé des membres de la famille et de mise en danger de la future capacité de gagner un revenu

FIGURE 16

Augmentation des taux de participation des femmes au travail en réponse à une baisse de 10 pour cent du PIB par habitant, par niveau d'instruction



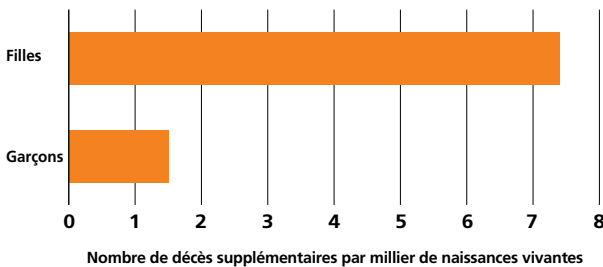
Source: Voir les notes à la page 58.

pauvre de la population (7 à 8 points de pourcentage) que pour la moitié la plus riche (2 à 3 points de pourcentage). Durant la sécheresse qui a sévi au Zimbabwe au milieu des années 90 (il ne s'agissait pas d'une crise économique, mais la sécheresse s'est traduite par une baisse des revenus), les jeunes enfants vivant dans les foyers les plus pauvres ont subi un fort retard de croissance et leur taille est restée inférieure à celle qu'on aurait pu prévoir en l'absence de crise plusieurs années plus tard. Ces effets sont d'autant plus inquiétants que de nombreux ouvrages montrent qu'un retard de croissance va de pair avec des compétences cognitives réduites et des progrès plus lents à l'école durant l'enfance, et des revenus plus faibles à l'âge adulte¹⁸.

La distinction hommes-femmes, sous la forme du travail des femmes, joue un rôle important dans ces mécanismes d'ajustement. Dans les pays en développement, les femmes ont tendance à travailler davantage lorsque le PIB par habitant diminue (figure 16), mais la corrélation n'est pas la même selon le niveau de formation des femmes. Dans la plupart des régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, les femmes moins éduquées accroissent en temps de crise économique leur participation au marché du travail davantage que les femmes plus éduquées.

FIGURE 17

Les filles souffrent davantage pendant les crises économiques: augmentation de la mortalité infantile au-dessus du niveau de référence hors crise



Note: Les données s'appuient sur 122 cas de baisses importantes du PIB par habitant dans des pays en développement. Source: Voir les notes à la page 58.

Dans les pays en développement, les mères qui travaillent sont moins susceptibles de rechercher des soins pour elles ou leurs enfants, si bien que les performances de santé se détériorent souvent pour les pauvres en temps de crise, alors qu'elles s'améliorent en fait dans les pays développés. Pendant la crise mexicaine de 1995, les taux de mortalité infantile ont augmenté le plus dans les régions du pays où la participation des femmes au monde du travail progressait. De plus, les crises économiques ont un impact significatif sur la mortalité infantile: une baisse de 4 pour cent du PIB par habitant s'accompagne d'une augmentation de 2 pour cent de la mortalité des jeunes enfants. En outre, l'incidence des chocs négatifs pour le PIB sur la mortalité infantile est cinq fois plus importante pour les filles que pour les garçons (figure 17)¹⁹.

■ Migration interne de retour: l'agriculture comme amortisseur au niveau des ménages²⁰

En plus de son rôle de tampon macroéconomique décrit ci-dessus, l'agriculture peut aussi servir, en temps de crise, d'amortisseur au niveau des ménages en fournissant un logement et de la nourriture à peu de frais et un emploi aux travailleurs au chômage qui viennent des villes. Au Ghana, l'agriculture a servi de filet de sécurité pour les travailleurs contraints de réduire leur train de vie et pour d'autres durant la crise économique des années 80²¹. Elle a aussi joué le même rôle pour une grande partie des 1,2 million de Ghanéens qui ont été rapatriés du Nigéria en 1983 à la suite de la crise économique survenue dans ce pays. Ce processus a été facilité par l'abondance relative des terres dans certaines régions du Ghana. Pendant la crise actuelle, l'agriculture a joué ce rôle dans de nombreux pays asiatiques, y compris la Chine, et même dans certains pays développés, comme l'Espagne. Les activités non agricoles dans les zones rurales peuvent aussi contribuer à absorber les travailleurs qui ont dû quitter les villes. En fait, ces activités peuvent être plus adaptées à des personnes qui n'ont pas travaillé sur une exploitation agricole depuis de nombreuses années.

■ De quelle ampleur sont les flux de migration de retour? Sont-ils permanents ou temporaires?

Il n'est pas surprenant que les flux de migration de retour des villes vers les campagnes soient plus importants en temps de crise dans les pays plus pauvres, où le secteur agricole est plus étendu. Par exemple, en Indonésie pendant la crise qui a frappé l'Asie en 1997-98, 6 pour cent de l'ensemble des adultes appartenant à des classes d'âge de forte activité ont quitté les zones urbaines pour les zones rurales sur une seule année – ce qui équivaut à 11 pour cent de l'emploi total dans l'agriculture. Par contre, les migrations de retour en Thaïlande constituaient juste 1 pour cent de l'emploi agricole total en 1997 et 2 à 3 pour cent en 1998, une grande partie des migrations de retour concernant les régions pauvres du nord-est du pays²². La capacité d'absorption réduite de l'agriculture thaïlandaise était très vraisemblablement due aux investissements dans les technologies économes en main-d'œuvre au début des années 90 qui ont été réalisés pour répondre à la hausse des salaires réels.

Pour les urbains au chômage, la migration de retour constitue probablement, dans la plupart des cas, une stratégie d'ajustement temporaire. Le travail agricole est peu attractif: c'est un travail dur, mal payé et beaucoup de ceux qui reviennent des villes ont perdu leurs aptitudes agricoles, en particulier celles exigées dans le secteur des cultures commerciales²³. Par exemple, si on a assisté à une migration des villes vers les campagnes en Thaïlande à la suite de la crise de 1997-98, cette migration de retour s'est rapidement inversée au profit d'un départ des zones rurales de juste 5 pour cent de l'emploi total pour l'agriculture en 1999, dans la droite ligne de la tendance à long terme précédente.

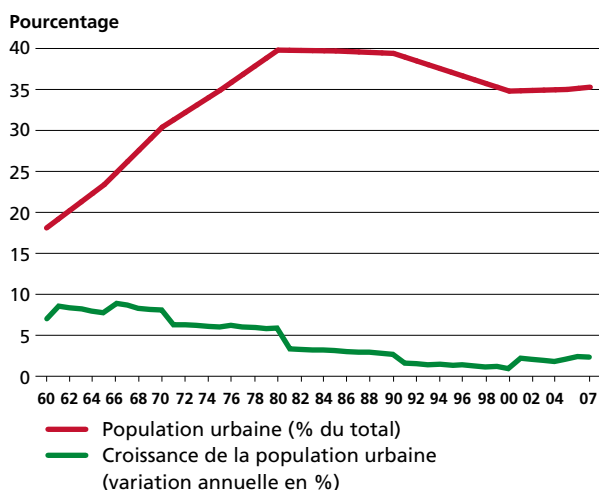
Néanmoins, dans certains cas, l'immigration de retour vers les zones rurales peut revêtir un caractère plus permanent. En Chine, par exemple, environ 38 pour cent de tous les migrants de la dernière décennie sont retournés chez eux²⁴. Ce phénomène est en partie dû au système *hukou* qui restreint les migrations vers les villes et oblige les ménages à déclarer leur lieu de résidence. Même si le système *hukou* est aujourd'hui moins strict que dans le passé, il influence toujours la sécurité de l'emploi des migrants ruraux dans les zones urbaines. La crise chronique qui touche l'industrie en grande difficulté du cuivre en Zambie (située dans la province du Copperbelt, une zone urbanisée) peut aussi expliquer la baisse progressive du taux d'urbanisation du pays (figure 18).

■ Le rôle d'amortisseur à un coût

Certains décideurs encouragent la migration de retour car elle atténue la pression qui pèse sur les villes et rend le chômage moins visible, peut réduire l'instabilité politique et allège la pression qui incombe sur un budget public déjà fortement sollicité en temps de crise. Mais cette migration a aussi un coût. Les ménages ruraux devront s'accommoder

FIGURE 18

En Zambie, le déclin de l'industrie du cuivre a contribué à la diminution du taux d'urbanisation



Source: FAO.

d'une réduction des envois de fonds et dans le même temps faire face à une demande alimentaire accrue suite à l'arrivée des migrants de retour.

L'impact sur les ménages ruraux n'est pas le même si les personnes qui reviennent peuvent ou non être employées de manière productive. Si ce n'est pas le cas, les ménages supporteront la charge de bouches supplémentaires à nourrir sans augmentation concomitante de ressources. Malheureusement, peu de données empiriques sont disponibles sur cette question. Des observations montrent qu'en Chine, la migration vers les villes a une incidence négative sur la productivité agricole (ce qui implique que la migration de retour aura un impact positif), mais les faits relevés en Thaïlande suggèrent que le secteur des petits exploitants ne pourrait pas absorber la main-d'œuvre urbaine peu qualifiée déplacée par la crise économique de 1997-98²⁵.